



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

Fixant des prescriptions complémentaires à une installation de fabrication de papier par procédé Kraft exploitée par la société SMURFIT WESTROCK – CELLULOSE DU PIN et située sis allée des Fougères sur la commune de BIGANOS (33380)

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de papier ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2024 d'autorisation environnemental relatif à l'exploitation d'une papeterie par la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN sur la commune de Biganos ;
- VU** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;
- VU** le porter-à-connaissance relatif aux modifications projetées sur la station d'épuration du site déposé le 1^{er} septembre 2025 ;
- VU** le porter-à-connaissance relatif aux projets d'évaporation de liqueur noire et des tours adiabatiques déposé le 1^{er} septembre 2025 ;
- VU** le porter-à-connaissance relatif au rabattement de nappe plio-quaternaire déposé le 20 mai 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 15 janvier 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 16 janvier 2026 ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par courrier du 27 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 15 janvier 2026, ces projets, dossiers de porter-à-connaissance du préfet, ne constituent pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 10 novembre 2024, suite à la modification de la station d'épuration et la mise à l'arrêt de l'unité de stripping des effluents biologiques ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées au niveau de la station d'épuration, avec notamment la mise à l'arrêt de l'unité de stripping des effluents biologiques, n'entraînera pas de modification des valeurs limites de rejets applicables, ni de nuisance olfactive supplémentaire ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 10 novembre 2024, suite à la modification relative au remplacement des tours aéroréfrigérante existantes par 21 tours adiabatiques d'une puissance unitaire de 3MW ;

CONSIDÉRANT que l'établissement ne sera plus soumis à la rubrique 2921-1-a lorsque l'ensemble des tours aéroréfrigérantes seront mises à l'arrêt ;

CONSIDÉRANT que le projet de remplacement des tours aéroréfrigérantes par des tours adiabatiques va être cadencé entre juin 2026 et au plus tard le 1^{er} juillet 2027 ;

CONSIDÉRANT que les équipements prévues dans le projet d'installation de tours adiabatiques sont susceptibles d'avoir un impact sur le niveau sonore, que les mesures de réduction sonores prévues dans ce projet permettent de ne pas dégrader la mesure de la situation acoustique en limite de propriété de l'établissement et qu'il conviendra de s'en assurer par la réalisation de nouvelle mesure ;

CONSIDÉRANT que la gestion des eaux pluviales dans le projet d'installation de tours adiabatiques doit permettre, en cas de déversement incidentel ou accidentel au niveau de la plateforme des tours adiabatiques, de confiner les eaux présentes afin de contrôler leur qualité avant rejet et, si besoin, les traiter dans la filière appropriée ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'historique de la surveillance des eaux souterraines sur le site, la surveillance des eaux souterraines au niveau de l'usine doit porter sur le sodium et non sur les métaux totaux ;

CONSIDÉRANT les observations de l'exploitant et la prise en compte de ces observations ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

A R R Ê T E

Article 1. Objet de l'autorisation

Article 1.1. Bénéficiaire de l'autorisation

La société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN dont le siège social est sis allée des Fougères, BIGANOS (33380), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis allée des Fougères, BIGANOS (33380), de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2. Modification du classement de l'installation

L'article 1.2.1 de l'arrêté du 10 novembre 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Chaudière liqueur noire : 250 MW - Four à chaux : 25,7 MW - 4 chaudières (propane et fioul domestique) < 1 MW - Chaudière de récupération des gaz pauvres et gaz strippés : 3,3 MW	A
3310-2	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : 2. Production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 tonnes par jour	Four à chaux : 280 t/j	A
3610-a	Fabrication, dans des installations industrielles, de :	Fabrication de 1 250 t/j de pâte Kraft	A
3610-b	a) Pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Quantité maximale de papier produit (en production brute) : 2 400 t/j	A
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	12 bacs de soude pour un total de : 2 617 t (densité de 1,525)	A
2430-a	Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a La capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Préparation de pâte à papier à partir de 250 t/j de pâte blanchie triturée, 850 t/j de vieux papiers. Total : 1 100 t/j	A
2520	Ciments, chaux, plâtres (fabrication de), la capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Fabrication de chaux : 280 t/j	A
2640-a	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : a) supérieure ou égale à 2 t/j	75 t/j de carbonate de calcium en brut	A
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2, Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ ,	Capacité de stockage incluant le nouveau bâtiment de stockage des bobines de papier Pâte blanchie : 1 500 m ³ Papier : 16 000 m ³ Total : 17 500 m ³	DC
1532-2-a)	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³	360 000 m ³ de bois et biomasse (dont rondins : 189 000 m ³ , biomasse : 30 500 m ³ , plaquettes : 134 000 m ³ , écorces : 5 000 m ³ et sciures : 1 500 m ³)	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
2260-1-a	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels :</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW</p>	Puissance totale : 2 182 kW	E
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	Papiers cartons recyclés : 19 150 m ³	E
2921-1-a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>Jusqu'à juin 2026 : 10 tours aéroréfrigérantes pour un total de 54578 kW</p> <p>Entre juin 2026 et au plus tard juillet 2027 : 5 tours aéroréfrigérantes (2 tours de 6 000 kW et 3 tours de 5 300 kW), soit 27 900 kW au total</p> <p>Au plus tard à partir de juillet 2027, aucune tour aéroréfrigérante en fonctionnement sur le site</p>	<p>E (jusqu'en juillet 2027)</p> <p>NC à partir de juillet 2027</p>
4734-2-b	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>	<p>Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 530 t</p> <p>Dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fioul lourd : 1 bac de 500 m³ ; - Fuel léger : cuves aériennes + citernes GNR et FR (< 27 m³) ; - Réservoirs des groupes électrogènes < 3 m³ 	E
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité</p>	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 750 kg	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
1434-1-b	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ^(*), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p> <p>^(*) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</p>	<p>Essence de térébenthine : 58 m³/h</p> <p>Distribution de GNR pour engins : 18 m³/h</p> <p>Total : 76 m³/h</p>	DC
2560-2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW</p>	<p>Ateliers (central + secteurs) : 124,9 kW</p> <p>Divers et réserves : 125 kW</p> <p>Total : 250 kW</p>	DC
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	Total : 74 tonnes	DC
2515-1	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	200 kW	D
2517-2	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	10 000 m²	D
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	350 kW	D
4719-2	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p>	Quantité maximum : 490 kg	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non classé)

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est une papeterie.

Elle comprend notamment :

- des aires de stockage et de préparation du bois, des vieux papiers et des autres matières premières ;
- un atelier bois ;

- une unité de cuisson du bois pour la production de la pâte à papier (pâte kraft à partir de copeaux de bois) ;
- une unité de production de pâte à papier par recyclage de vieux papiers ;
- un atelier de régénération destiné à la régénération des produits chimiques utilisés lors de la cuisson du bois et à la transformation de la biomasse en énergie (production de vapeur) ;
- deux machines à papier : MAP 5 et MAP 6 ;
- une chaudière à liqueur noire de 250 MW ;
- un four à chaux (280t/j) ;
- une station d'épuration des eaux par traitement physico-chimique et biologique ;
- une zone de stockage des produits finis (bobines de papier) attenante aux quais de chargement ;
- trois ouvrages de prélèvement d'eau (un pompage dans le Lacanau et deux forages dans la nappe Oligocène) ;
- une unité de stripping des condensats ;
- dix tours aéroréfrigérantes jusqu'en juin 2026,
- entre juin 2026 et au plus tard juillet 2027, 5 tours aéroréfrigérantes 2 tours de 6 000 kW et 3 tours de 5 300 kW, soit 27 900 kW au total.
- au plus tard en juillet 2027, aucune tour aéroréfrigérante en fonctionnement sur le site et 21 tours adiabatiques seront présentes, 16 au niveau du stockage de carbonates de calcium et 5 en lieu et place des tours existantes entre la MAP5 et MAP6 ;
- un garage dédié à la remise en état des pièces hydrauliques ;
- une zone de stockage de boues de carbonate de calcium.

Les niveaux d'activité sont :

- production quotidienne de pâte : 1 250 t de pâte kraft, 850 t de pâte à partir de vieux papiers et 250 t à partir de pâte blanchie triturée
- production quotidienne de papier : 2 400 t
- production annuelle maximale de papier : 700 000 t/an

L'usine est exploitée en continu, 7 jours sur 7.

Elles relèvent également des rubriques suivantes de la nomenclature eau :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	25 piézomètres 3 forages (2 puits artésiens et 1 forage miocène)	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	2 puits artésiens (oligocène) Volume annuel prélevé : 1 050 000 m³/an	A
		1 forage (miocène) Volume annuel prélevé : 9 000 m³/an (abattage des poussières de la plateforme biomasse)	NC

1.2.1.0	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Prélèvements dans LE LACANAU à hauteur de 3 500 m³/h (hors conditions d'étiage).	A
	1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).	Prélèvement dans LA LEYRE : 300 m³/h et moins de 2 % du QMNA ₅ du cours d'eau (en période d'étiage du Lacanau pour maintien du débit réservé)	NC
1.3.1.0	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	La commune de Biganos se situe en ZRE au titre de l'aquifère « Oligocène à l'Ouest de la Garonne », pour une côte de référence de - 95 mNGF Puits artésien (Oligocène): Débit de pompage maximal : 150 m³/h	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	La surface totale du site est d'environ 120 ha, dont 100 classés ICPE	A
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	En période d'étiage sévère, un déplacement de sédiments par pelle mécanique peut être effectué pour former un sillon permettant la déviation de la Leyre vers le Lacanau La distance concernée est inférieure à 100 m.	D
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m³ (A) ; 2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ; 3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D). Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou	Opérations de curage de l'étang au niveau de la zone de pompage du Lacanau Le volume estimé des sédiments à curer au cours d'une année sera inférieur ou égal à 2 000 m³ Les analyses réalisées en 2015 et 2019 confirment des teneurs inférieures au niveau de référence S1 de l'Arrêté du 9 août 2006.	D

	<p>lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissage localisées entraînant un risque fort pour la navigation.</p> <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.</p>		
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

»

Article 3. Réglementation applicable

L'article 1.7.1 de l'arrêté du 10 novembre 2024 est remplacé, à partir du 1^{er} juillet 2027 par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime à autorisation au titre de la rubrique n° 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430, 3610a, 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- et les arrêtés ministériels de prescriptions pour les installations soumises à déclaration.

»

Article 4. Conduits et installations raccordées

L'article 3.2.2 de l'arrêté du 10 novembre 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Installations	Utilisation	Puissance thermique totale	Combustible	Autres caractéristiques
Chaudière n°10	Production de vapeur Réacteur chimique	250 MW	Liqueur noire / fioul	Fioul lors de l'arrêt/démarrage
Four à chaux	Recyclage du carbonate de calcium / production de chaux	25,7 MW	Gaz naturel / biogaz / pichtoil/fioul lourd/fines de bois/gaz pauvres	Calcination de carbonates
Chaudière de récupération	Production de vapeur	3,3 MW	Gaz pauvres et gaz stripping de condensats	-

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Installations raccordées
10A	70	2,5	165 000	8	Chaudière n°10
10B	70	2,5	165 000	8	
Four à chaux	52	1,67	70 000	8	Four à chaux
Stripping des condensats	47,5	0,6	14 000	8	Chaudière de récupération

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et corrigé avec le pourcentage d'oxygène de référence .

»

Article 5. Émissions canalisées

L'article 3.2.3.1 de l'arrêté du 10 novembre 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec pour un pourcentage d'oxygène de référence de 6 %.

Four à chaux					
Paramètres	Concentration en mg/Nm³ sur la période échantillonnage	Flux horaire	Moyenne annuelle en mg/Nm³ à 6 % d'O₂	Moyenne annuelle en kg /tSA	Fréquence de surveillance
Poussières	40	2,8 kg/h	30	0,03	continue
SO₂	100	7 kg/h	70		annuelle
NOx	500	35 kg/h	450	0,45	continue

HCl	50	3,5 kg/h	-	-	annuelle
COV	110	7,7 kg/h	-	-	annuelle
Cd-Hg-Tl et ses composés	0,1 par métal 0,2 pour la somme	7 g/h par métal 14 g/h pour la somme	-	-	annuelle
As, Se, Te et ses composés	1 pour la somme	70 g/h	-	-	annuelle
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn, Pb et ses composés	5 pour la somme	350 g/h	-	-	annuelle
CO	-		-	-	continue
STR (yc H ₂ S)	-		10		annuelle
CH ₄	-		-	-	annuelle
N ₂ O	-		-	-	annuelle
S gazeux (STR- S + SO₂-S)				0,07	annuelle

Chaudière n°10 – Conduits 10A et 10B						
Paramètre	Concentration en mg/Nm ³ sur la période échantillonnage	Moyenne journalière en mg/Nm ³ à 6 % d'O ₂	Flux horaire	Moyenne annuelle en mg/Nm ³ à 6 % d'O ₂	Moyenne annuelle en kg /tSA	Fréquence de surveillance
Poussières	50	-	8,25kg/h	40	0,3	continue
SO ₂	100	70	16,5 kg/h	50	-	continue
NO _x	500	-	82,5 kg/h	200	1,4	continue
COV	110	-	18,15 kg/h	-	-	annuelle
Métaux	-	-	-	-	-	annuelle
Cd-Hg-Tl et composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme	-	8,25 g/h par métal 16,5g/h pour la somme	-	-	annuelle
As, Se, Te et composés	1 pour la somme	-	165 g/h	-	-	annuelle
Pb et composés	1	-	165 g/h	-	-	annuelle
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V, Zn et composés	5 pour la somme	-	825 g/h	-	-	annuelle
HAP	0,1	-	16,5 g/h	-	-	annuelle
Dioxines et furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	-	16,5 ng/h	-	-	annuelle
HCl	50	-	8,25 kg/h	-	-	annuelle
HF	-	-		-	-	annuelle
CO	-	-		-	-	continue
STR (y compris H ₂ S)	-	10		5		annuelle

CH ₄	-	-		-	-	annuelle
N ₂ O	-	-		-	-	annuelle
S gazeux (STR- S + SO ₂ -S)					0,17	annuelle

»

Article 6. Gestion des eaux pluviales sur la plateforme des tours adiabatiques

Les eaux pluviales collectées sur la plateforme des tours adiabatiques seront dirigées vers une fosse tampon en béton de 5,6 m³. En sortie de cette fosse, les eaux collectées seront rejetées vers une noue d'infiltration. La sortie de la fosse béton sera équipée d'une vanne d'isolement. Les organes de commande nécessaires à la fermeture de cette vanne doivent pour être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande

En cas de déversement accidentel, la vanne devra être fermée et les eaux reprises par pompage vers la station d'épuration du site. Les eaux collectées ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.

Article 7. Surveillance des eaux souterraines

L'article 9.2.2.2 de l'arrêté du 10 novembre 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place et maintien un réseau de surveillance des eaux souterraines constitué a minima des piézomètres repérés en annexe.

Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements sont réalisés semestriellement, conformément au tableau ci-dessous.

	Carbonates/Nord Est						Saugnac		BSU			Surveillance usine							
Paramètres	Pz3 1	Pz3 2	Pz3 3	Pz4 1	Pz4 2	Pz4 3	Pz7	Pz8	Pz3 7	Pz3 8	Pz3 9	Pz5	Pz1 5	Pz3 0	Pz4	Pz1 0	Pz1 6	Pz2 5	Pz2 7
Hauteur de nappe	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
pH in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Température in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Conductivité in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
DCO												X	X	X	X	X	X	X	X
COT	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X								
NH ₄ ⁺	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
SO ₄ ²⁻	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
CO ₃	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X								
Ca	X	X	X	X	X	X													
Na	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Métaux totaux							X	X											

Cd	X	X	X	X	X	X												
Cr	X	X	X	X	X	X												
Cu	X	X	X	X	X	X												
Ni	X	X	X	X	X	X												
Pb	X	X	X	X	X	X												
Zn	X	X	X	X	X	X												
Hg	X	X	X	X	X	X												
As	X	X	X	X	X	X												
Se	X	X	X	X	X	X												
Sb							X	X										
Mo	X	X	X	X	X	X	X	X										
Hydrocarbures totaux							X	X	X	X	X							
HAP							X	X										

Ces prélèvements sont réalisés quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable pouvant avoir une incidence sur les eaux souterraines. »

Article 8. Mesure de la situation acoustique

Une mesure de la situation acoustique devra être effectuée dans un délai de 5 mois à partir de la mise en fonctionnement du parc des tours adiabatiques en juin 2026 en limite de propriété et en zones d'émergence réglementée. Cette mesure devra être renouvelée dans un délai de 5 mois après la mise en fonctionnement de la totalité du parc de tours adiabatiques qui aura lieu au cours du premier semestre 2027.

Ces mesures seront réalisées conformément aux modalités définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 pour les points en limites de propriété et en zones à émergence réglementée définis à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2024 suscité.

Les résultats des mesures réalisées en application de ce présent article seront transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Article 9. Cessation d'activité rubrique 2921

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement, pour l'arrêt des activités classées sous la rubrique 2921.

Article 10. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Gironde (www.gironde.gouv.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 11. Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ;

est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 12. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,,
- Monsieur le sous-préfet d'Arcachon,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Biganos,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le **11 FEV. 2026**

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

François DRAPÉ

